

*Initiatives ministérielles*

• (1720)

Nous essayons de montrer que nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous soucions du sort de la collectivité agricole canadienne. La situation des agriculteurs n'a jamais été aussi désespérée. Tous les jours, des exploitations agricoles sont saisies. Des lignes de crédit sont supprimées.

**M. Blais:** Qu'avez-vous fait en ce qui concerne la politique laitière à long terme?

**M. Mills:** Quelle question incroyable de la part d'un député qui semblait à l'origine respecter la collectivité dont il est issu. Tout à coup, les députés d'en face ont réponse à tout. Ils n'ont pas vraiment réponse à tout et c'est bien pour cela que la situation des agriculteurs canadiens est tellement désespérée.

Les conservateurs n'écoutent plus personne. Ils ne veulent plus écouter. Ils ne veulent entendre parler de rien d'autre que de leur propre projet de décentralisation générale du gouvernement fédéral. La situation des agriculteurs canadiens ne s'améliorera que si la Chambre fait preuve d'autorité et se décide à redonner une certaine fierté à la collectivité agricole en lui témoignant de la gratitude.

Je comprends que le problème est complexe et qu'il faut résorber la dette et le déficit. La plus grande ressource de notre pays, ce sont les agriculteurs. Les citoyens qui passent sur la rue Danforth peuvent le constater dans tous les restaurants où la nourriture est surabondante et dans toutes les épiceries qui débordent de tous les produits imaginables. En ville, nous vivons dans un cocon.

Nous tenons la collectivité agricole pour acquise. Il est temps de vraiment accorder la priorité à l'agriculture et de mettre au point une politique qui témoigne d'un plus grand respect et d'une meilleure reconnaissance à l'endroit de nos agriculteurs. Il faut leur prouver que nous qui siégeons à la Chambre, nous nous préoccupons vraiment de leur sort présent et futur. Il faut encourager les jeunes à revenir à la ferme familiale. Il faut nous assurer que les agriculteurs, qui ont de plus en plus de mal à acquérir de la machinerie et de l'équipement neufs, sachent que leur sort nous intéresse.

**M. Arnold Malone (Crowfoot):** Monsieur le Président, je voudrais seulement demander au député où il a pris l'idée que l'agriculture n'était pas une entreprise. Même

s'il l'a lu dans une bande dessinée, comment peut-il dire une chose pareille?

**M. Mills:** Monsieur le Président, le député a-t-il dit que j'avais affirmé que l'agriculture n'était pas une entreprise? Je me corrige. Je sais très très bien que l'agriculture est une entreprise.

Je voulais dire que c'est plus qu'une entreprise. C'est une vocation, cela fait partie de notre patrimoine culturel, c'est un mode de vie. C'est ce que je voulais dire.

**M. Arnold Malone (Crowfoot):** Je voudrais que le député s'explique lorsqu'il affirme que le gouvernement actuel ne se soucie pas de l'agriculture, étant donné que l'aide accordée à l'agriculture a augmenté de 650 p. 100 depuis le temps du gouvernement libéral.

Comment peut-il prétendre que son parti s'y intéressait davantage? Il n'a pas offert d'aide en cas de sécheresse, il n'a pas prévu de programme spécial pour les céréales, il n'a pas versé 51 milliards de dollars pour appuyer l'industrie agricole. Comment peut-il prétendre à la Chambre des communes que son parti s'intéressait davantage à l'agriculture, alors que les comptes publics du Canada ne révèlent aucune mesure concrète?

**M. Mills:** Monsieur le Président, ce gouvernement a une manière incroyable de jouer avec les chiffres et les pourcentages. Le député parle d'une augmentation de 650 p. 100 de plus. Cela comprend-il l'aide pour les victimes de la sécheresse? Je ne sais pas ce qu'il veut dire au juste.

Je sais une chose. Demandez aux agriculteurs canadiens s'ils ont la même fierté, s'ils sont aussi contents de leur situation et de la conjoncture présente du Canada qu'ils ne l'étaient en 1984 et avant. Je peux vous dire que beaucoup d'entre eux sont insatisfaits. Ils sont mécontents. Ils pensent qu'on peut faire beaucoup plus.

**M. Boudria:** Monsieur le Président, je tiens à formuler un bref commentaire, après quoi je poserai une question.

Je félicite tout d'abord le député de son exposé. Nous n'avons pas souvent à la Chambre l'occasion d'entendre des députés représentant des régions urbaines traiter d'agriculture. Nous, députés représentant les circonscriptions agricoles, ne devrions pas être les seuls à traiter d'agriculture, car, ne l'oublions pas, tout le monde mange.